

Source : <https://www.latribune.fr/economie/international/davos-l-environnement-inquiete-toujours-765110.html>

Téléchargement 20 01 2018

Climat et environnement : les risques les plus redoutés à Davos

Par [Dominique Pialot](#)

•



(Crédits : Jonathan Bachman)

Si l'économie se porte mieux qu'il y a un an, on ne peut en dire autant de l'environnement. D'ailleurs, ce thème, qui se traduit par cinq risques principaux, remonte en haut du classement établi par le "[Global risks report](#)" publié comme tous les ans en amont du Forum économique mondial qui se tient à Davos dans les Grisons (Suisse) du 23 au 26 janvier prochain.

Événements météorologiques extrêmes, catastrophes naturelles, échec des efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, catastrophes environnementales liées aux activités humaines et perte de biodiversité figurent parmi les 35 risques évalués par ce rapport. "Les risques environnementaux n'ont cessé de gagner en importance depuis le premier rapport du WEF sur les risques mondiaux il y a 13 ans, et cette tendance se poursuit. Cette année, tous sont notés au-dessus de la moyenne aussi bien en termes de probabilité que d'impact à dix ans, et trois figurent dans le top 5. Pour la deuxième année consécutive, le risque d'événements météorologiques extrêmes est considéré comme le plus probable, et comme le deuxième plus important en termes d'impact potentiel.

Une situation de plus en plus dégradée

Cette place de choix parmi les sujets d'inquiétude du monde international des affaires - à côté de la montée des enjeux de cybersécurité, des risques économiques et financiers et du contexte géopolitique

le plus incertain depuis longtemps - n'a rien d'étonnant à l'issue d'une année marquée par de nombreux ouragans, des vagues de chaleur extrêmes, un effondrement de la biodiversité qui confine parfois à l'extinction de masse, des systèmes agricoles sous tension et des taux de pollutions alarmants de l'air et des océans. 2017 devrait ainsi figurer parmi les trois années les plus chaudes depuis que ces statistiques existent, et la plus chaude en l'absence du phénomène El Nino. La domination de monocultures accroît la vulnérabilité des systèmes agricoles à des ruptures de l'approvisionnement alimentaire. Selon la FAO (Food and agriculture organisation), 75% de l'alimentation mondiale reposeraient sur 12 variétés agricoles. Du côté de la faune, les populations d'espèces vertébrées auraient diminué de 58% entre 1970 et 2012, essentiellement suite à la destruction de leur habitat naturel. Près de 30 millions d'hectares de forêts ont été détruits en 2016, soit 50% de plus qu'en 2015. La pollution de l'air intérieur et extérieur serait responsable de plus d'un dixième des morts chaque année, et celle du sol et de l'eau d'un vingtième de ces décès. Le coût de la pollution s'élèverait à 4.600 milliards de dollars par an, soit 6,2% de la production.

Les trois-quarts des déplacements de population liés au climat

En outre, le risque principal en matière d'environnement tient à l'imbrication des différentes formes qu'il peut prendre, ainsi qu'aux interconnexions entre risques environnementaux et risques d'autres natures, notamment stress hydrique ou migrations. On estime ainsi à 76% la part des 31 millions de personnes déplacées en 2016 qui l'ont été pour des raisons liées au climat.

Surtout, le risque d'échec des actions menées pour limiter et s'adapter au réchauffement climatique, qui avait reculé suite à la COP21, remonte à nouveau alors que les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse pour la première fois en 4 ans, et un an après l'entrée en fonction de Donald Trump, suivie de sa décision de sortir les États-Unis de l'accord de Paris. Cette nouvelle hausse des émissions serait essentiellement imputable à la Chine, et plus précisément, à une hausse de la consommation due à des besoins de climatisation accrus en raison de fortes chaleurs, et au recours à des centrales à charbon plutôt qu'à l'hydraulique en raison d'une moindre disponibilité en eau.

Globalement, et en dépit de ce qui ressemble à un début de reprise économique, la tonalité du rapport est pessimiste. Ainsi, 59% des personnes interrogées estiment que les risques sont globalement plus prégnants qu'il y a un an. 93% jugent plus élevés qu'il y a un an les risques de confrontations ou frictions politiques ou économiques entre des grandes puissances, 80% craignant même plus les risques de conflit ou d'incursion militaire entre États.

Société civile et partenariats public/privé

Les auteurs notent que ce contexte économique offre justement une opportunité de s'attaquer aux faiblesses systémiques des sociétés d'économies mondiales, dont l'environnement fait évidemment partie. Ils soulignent également que les craintes suscitées par la politique de Donald Trump en matière d'environnement et de climat ont été contrebalancées par la réaffirmation par d'autres économies importantes, à commencer par la Chine, de leur soutien à l'accord de Paris. La forte mobilisation des villes, entreprises et états américains et l'implication de ces échelons infranationaux dans des initiatives public/privé apparaissent comme des pistes prometteuses pour agir sur le front du climat comme sur d'autres risques environnementaux. Les auteurs du rapport se félicitent également d'une accélération des efforts vers la publication d'informations financières quantifiant l'exposition aux

risques de transition, ou encore du mouvement divest/invest qui a vu nombre d'investisseurs sortir des énergies fossiles, charbon en tête.

Michael Wilkins, en charge de la Finance responsable chez S&P, a commenté : "Au cours des deux dernières années, les facteurs environnementaux et climatiques ont plus que jamais affecté la notation des entreprises. Alors que le réchauffement climatique se poursuit, nous pourrions observer d'autres cas de figure où ces facteurs de risques affectent la qualité de crédit de façon significative. Il est essentiel que les entreprises publient leurs risques financiers liés au climat et adoptent une taxonomie standardisée à la fois pour les risques et pour les opportunités susceptibles d'être capturées. » Il a salué le travail mené sur ce front par la TCFD (task force on Climate-related Financial Disclosure) du Conseil de stabilité financière (FSB) instauré par le G20.